

Budget 2008-2009 : risqué ou téméraire?

Jean-Michel Cousineau, économiste, professeur à l'École de relations industrielles, Université de Montréal, membre du comité des politiques publiques de l'Asdeq.

Parmi les objectifs que poursuivent l'Asdeq et son comité des politiques publiques, on trouve : la recherche d'une plus grande prospérité d'un côté et la saine gestion des finances publiques de l'autre. En général, ces deux objectifs vont de pair car on imagine mal un État prospère avec des finances publiques en désordre. Néanmoins, il se peut que les objectifs d'un budget soient teintés d'une recherche d'une plus grande prospérité en même temps que les dépenses dépassent les revenus prévus. C'est le cas du présent budget dont les dépenses dépassent les revenus prévus de l'ordre de 1,4 G \$ pour cette année et d'un autre 441 millions de dollars l'an prochain. Est-ce à dire que c'est un mauvais budget? Risqué ou téméraire?

Pour bien évaluer les mesures adoptées dans ce Budget, il convient tout d'abord d'en saisir les objectifs et les contraintes.

**Les contraintes** : une conjoncture économique incertaine.

La conjoncture économique est incertaine. Mais, ce qu'il y a de certain toutefois c'est qu'il se produit, à l'heure actuelle, un sérieux ralentissement économique aux États-Unis et que la chute dans les intentions d'achats des consommateurs menace littéralement d'aspérer le PIB américain vers le bas. Ce qui est également certain par contre, ce sont les interventions vigoureuses de la Banque centrale, du Congrès et du président américains pour empêcher la crise actuelle de dégénérer en récession. D'une part, il convient de noter que la Réserve fédérale américaine a abaissé les taux d'intérêt de 300 points de base depuis l'été dernier et qu'elle se propose de les abaisser à nouveau d'ici l'été prochain. D'autre part, en vertu d'un programme d'urgence adopté par le Président et le Congrès,

chaque contribuable américain recevra un retour d'impôt variant entre 300 \$ et 600 \$ par personne et il s'y ajoutera 300 \$ par enfant. Au total, 112 milliards de dollars US seront versés à 130 millions d'américains. Finalement, ce qui reste incertain c'est l'ampleur des répercussions de la détérioration de la situation économique américaine sur l'économie du Québec d'une part puis le succès ou l'insuccès des mesures prises par les États-Unis pour rétablir la situation d'autre part. Mme Jérôme-Forget a retenu, pour le Québec, les hypothèses d'une croissance économique de 1,5 % pour l'année 2008 et une croissance économique de 2,0 % pour l'année 2009. Ce seront donc des « déficits », selon notre définition particulière de déficits<sup>1</sup>, réalisés en période de *croissance*<sup>2</sup>.

**Les objectifs** : maintenir et améliorer les services de base, rattraper les écarts de productivité.

Le premier objectif poursuivi par le Budget 2008-2009 est celui d'assurer le maintien des services qui constituent la responsabilité première de cette juridiction : la santé d'une part et l'éducation d'autre part.

Ce budget répond à ces objectifs et un peu plus. Dans le cas de la santé, il ajoute des sommes pour le développement des soins à domicile (aînés). Dans le domaine de l'éducation, il augmente son soutien à l'éducation supérieure (CEGEP et universités). C'est un budget responsable.

Par ailleurs, les documents budgétaires ne manquent pas de nous rappeler que le Québec est en situation d'écart de productivité par rapport à nos voisins et qu'il serait

---

<sup>1</sup> Nous parlons de déficits parce que les dépenses prévues excèdent les revenus prévus, mais la différence étant absorbée par des réserves budgétaires accumulées par le passé, le solde budgétaire demeure en équilibre et respecte la loi sur les équilibres budgétaires.

<sup>2</sup> Cette croissance est le fait du gouvernement : 1,3 point de pourcentage sur les 1,5 points de pourcentage attendus pour l'année 2008.

temps d'y remédier. Cet écart est de 8,4 % par rapport à l'Ontario, 10,7 % par rapport à l'ensemble du Canada et de 22,6 % par rapport aux États-Unis.

Si on est un adepte de la théorie de la croissance économique endogène, alors on peut s'attendre à ce que le gouvernement puisse influencer sur le potentiel de production de l'économie en favorisant 1° le développement du capital physique, 2° le développement de la technologie 3° l'augmentation du capital humain et 4° le développement de l'offre de travail. Le Budget 2008-2009 prévoit à cet égard<sup>3</sup> :

1- l'abolition immédiate de la taxe sur le capital pour les entreprises du secteur manufacturier.

2- des crédits d'impôt de 5 % sur les investissements des entreprises, majoré jusqu'à 40 % en régions éloignées (en remplacement de crédits d'impôt sur la masse salariale sauf en Gaspésie).

3- des crédits d'impôts sur les salaires pour les entreprises du secteur des technologies de l'information.

4- 250 millions de dollars de plus pour les universités.

5- des crédits d'impôts additionnels pour les frais de garde et 20 000 nouvelles places dans les CPE.

En favorisant l'enseignement supérieur, le gouvernement cherche à développer le capital humain<sup>4</sup>. En accordant des crédits d'impôt à l'investissement, il cherche à favoriser le développement du capital physique. En accordant d'autres crédits d'impôt

---

<sup>3</sup> Plusieurs de ces mesures sont conformes aux suggestions émises par plusieurs membres de l'Asdeq. La formule de crédits d'impôt ne fait toutefois pas l'unanimité et certains, avec de bons arguments à l'appui, auraient plutôt préféré une baisse des impôts plutôt que des crédits d'impôts pour les entreprises.

<sup>4</sup> Un nouveau programme d'intervention est annoncé : le Pacte pour l'emploi vise notamment à impliquer davantage les employeurs dans le domaine de la formation continue. Les détails de ce programme ont été annoncés récemment de même que ceux liés à l'amélioration de l'insertion des immigrants sur le marché du travail.

pour le développement des technologies de l'information, il cherche à favoriser le développement technologique. Les mesures d'aide à la famille quant à elles favorisent la réconciliation travail famille. Elles favorisent le maintien et le développement de l'offre de travail. En somme, c'est un budget qui maximise ses objectifs sous contrainte et qui répond à des besoins prioritaires : développer l'offre et rattraper la productivité afin, comme il est dit dans le budget, « de mieux soigner, de mieux éduquer et de mieux soutenir les plus démunis ». Parce qu'il le fait en puisant à même des réserves accumulées par le passé, ce budget peut être qualifié de risqué mais non de téméraire.

Jean-Michel Cousineau

Québec, le 25 mars 2008